
Sociologie des relations internationales dans le monde arabe

Laurent BONNEFOY Chargé de recherche au CNRS/CERI
Docteur en Science politique, mention RI, Sciences Po

Descriptif du cours :

Le monde arabe a longtemps été décrit comme exceptionnel. En relations internationales comme en sociologie, les faux semblants et les lieux communs s'accumulent dès que cette région du monde est évoquée. Nombreux sont les travaux qui ont tenté de réfléchir aux fondements de son exceptionnalité apparente, notamment pour la déconstruire.

De tels questionnements restent sans doute plus que jamais pertinents dans le contexte des « Printemps arabes » de 2011 et de l'arrivée au pouvoir de mouvements islamistes, en Egypte notamment. Cet enseignement, structuré autour de trois séances introductives, suivies de trois ateliers thématiques, vise précisément à poursuivre cette réflexion. Il entend présenter et fournir aux étudiants intéressés par la recherche les instruments d'une sociologie des relations internationales appliquée au monde arabe. Il ambitionne ainsi de contribuer à « normaliser » les sociétés arabes et leur intégration dans le système international au-delà du seul prisme de la confrontation des puissances.

C'est un fait que l'analyse « interniste » a souvent eu tendance à considérer que les États arabes sont inachevés, qu'ils ne possèderaient pas en dernière instance les attributs « normaux » de l'appareil étatique moderne. Bien qu'autoritaires et bureaucratiques, les États dans cette région ne seraient pas en mesure d'obtenir l'allégeance prioritaire de leurs citoyens. Ainsi, ces États sont généralement réputés faibles et incapables de peser avec autorité et légitimité face aux solidarités infra-étatiques (tribalisme, régionalisme) et supra-étatiques (communauté islamique, sectarisme).

Pourtant, plus qu'ailleurs, lorsqu'elle étudie le monde arabe, l'approche dominante d'inspiration « géopolitique » semble fortement marquée par l'idée que cette région du monde verrait s'affronter et se concurrencer des entités étatiques unitaires, en quête de la satisfaction d'intérêts fixes – la puissance, l'influence, la richesse – pour elles-mêmes ou alors pour les Occidentaux qui les manipuleraient à travers la colonisation, la guerre froide, l'impérialisme et aujourd'hui les « processus révolutionnaires ». Malgré de nombreux travaux de relations internationales particulièrement nuancés et prenant en considération la pluralité des acteurs, le sens commun se borne à considérer uniquement les relations entre États, les guerres ou les « grands événements » et néglige les phénomènes d'échange, de perméabilité ou de transformation. Pour reprendre la célèbre formule d'Eric R. Wolf, cette région du monde semble encore trop souvent perçue comme habitée par des « peuples sans histoire ». Après les puissances coloniales britannique et française et l'empire Ottoman, capables de tracer les frontières et de construire des nations,

l'Arabie Saoudite ou la Syrie (tant le régime de Bachar al-Asad qu'aujourd'hui l'opposition armée) incarneraient désormais les nouvelles forces à partir desquelles se structureraient les lignes de fracture et les grands enjeux régionaux.

Alors que ces lieux communs considèrent que les États au Moyen-Orient sont inachevés (ou dépassés), qu'ils ne contrôlent ni leurs frontières ni leurs citoyens et sont marqués par une forme de néo-patrimonialisme, il est paradoxal de les considérer également comme les acteurs uniques, ou même principaux, des relations internationales. Se limiter aux seules relations interétatiques se révèle bien insuffisant. Il convient au contraire de s'intéresser de manière privilégiée aux acteurs qui font réellement et quotidiennement les relations internationales. C'est là toute l'ambition de cet enseignement. Adopter autant que faire se peut une perspective de sociologie des relations internationales revient à prendre pleinement acte des transformations survenues d'une part sur la scène internationale à travers la manifestation concrète des sociétés dans le jeu mondial (bien qu'elles n'en aient jamais été absentes) et d'autre part au sein même de la discipline des relations internationales. Les paradigmes et théories, en se complexifiant considérablement, ont dorénavant tendance à prendre en considération un nombre croissant d'acteurs et de variables.

La concentration par les gouvernements d'importantes ressources pour entretenir un appareil étatique plus ou moins formel ou pour écrire l'histoire à leur avantage ne doit pas faire illusion : la prééminence de l'État, dans le monde arabe comme ailleurs, reste largement construite et souvent fictive. Les trajectoires historiques se révèlent particulièrement variées d'une société à l'autre en fonction des contextes politiques et économiques. La capacité de l'État à exercer pleinement son contrôle ou à se révéler obsolète ou faible n'est donc jamais une évidence et il n'existe pas de spécificité moyen-orientale à cet égard. Quand l'espace politique, économique ou social n'est pas investi par un acteur étatique aux ressources faibles ou mal employées, il est comblé par d'autres entités, modernes ou traditionnelles, qui s'inscrivent tant dans le local que dans le transnational : tribus, familles, communautés religieuses, réseaux marchands cosmopolites, migrants ou élites.

Ces brèves considérations sur l'acteur étatique dans le contexte arabe ne doivent pas nous amener à sous-estimer un second écueil : prendre le parfait contre-pied de l'approche réaliste ou stato-centrée en considérant que les États dans cette région du monde sont systématiquement supplantés sur la scène internationale. Peut-on affirmer que les solidarités locales et transnationales les rendent partout et toujours inopérants et incapables de s'imposer ? En réalité, les États ne sont jamais absents. Leur dépassement « par le bas » ne doit pas être fétichisé, pas plus que l'on ne peut faire des acteurs transnationaux une nouvelle norme idéalisée qui apporterait la paix et la prospérité là où l'État serait responsable de la guerre et de la corruption. Il importera tout au long de ce cours, fondé sur l'échange et l'interaction avec les étudiants, de dépasser le double piège dans lequel tombent souvent les visions approximatives du monde arabe en relevant la multiplicité des acteurs engagés et la grande diversité des processus et dynamiques en jeu.

Langue principale de l'enseignement : français

Plan ou intitulé des séances : 12 heures d'enseignement – semestre d'automne 2013/2014

3 séances introductives :

- 1) Les États dans le monde arabe
- 2) Les flux transnationaux : migrations, religions, médias
- 3) Etude de cas : le salafisme yéménite

3 séances atelier (2 exposés collectifs par séance + lectures)

- 4) Le monde arabe dans le système international,
- 5) Perspectives "internationalistes" sur les "Printemps arabes"
- 6) Constructions identitaires dans le monde arabe entre local, transnational et global.

Bibliographie de base :

- Amin Allal et Thomas Pierret (dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris : Armand Colin, 2013.
- Nazih Ayubi, *Over-stating the Arab State. Politics and Society in the Middle East*, Londres : IB Tauris, 1996.
- Bertrand Badie, *Les deux Etats. Pouvoir et société en Occident et en terre d'Islam*, Paris : Points Seuil, 1997.
- Michael Barnett et Solingen Etel, « Designed to Fail or Failure of Design? The Origins and Legacy of the Arab League », in Amitav Acharya et Alastair Johnston (dir.), *Crafting Cooperation: Regional International Institutions*, Cambridge : Cambridge University Press, 2007.
- Laurent Bonnefoy, *Salafism in Yemen. Transnationalism and Religious Identity*, Londres : Hurst, 2012.
- François Burgat, *L'islamisme en face*, Paris : La Découverte, 2007.
- Barry Buzan et Ana Gonzalez-Pelaez (dir.), *International Society and the Middle East: English School Theory at the Regional Level*, Londres : Palgrave Macmillan, 2009.
- Philippe Droz-Vincent, *Vertiges de la puissance : le « moment américain » au Moyen-Orient*, Paris : La découverte, 2007.
- Rasha El-Ibiary, « Questioning the Al-Jazeera Effect: Analysis of Al-Qaeda's Media Strategy and its Relationship with Al-Jazeera », *Global Media and Communication*, vol. 7, n° 3, 2011, pp. 199-204.
- Leila Farsakh, « Independence, Cantons, or Bantustans: Whither the Palestinian State », *The Middle East Journal*, vol. 59, n°2, 2005, pp. 230-45.
- Louise Fawcett (dir.), *International Relations of the Middle East*, Oxford : Oxford University Press, 2009.
- Jean-Pierre Filiu, *Le nouveau Moyen-Orient. Les peuples à l'heure de la Révolution syrienne*, Paris : Fayard, 2013.
- Gregory Gause, *The International Relations of the Persian Gulf*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010.
- Fred Halliday, *The Middle East in International Relations. Power, Politics and Ideology*, Cambridge : Cambridge University Press, 2005.
- Rashid Khalidi, *L'empire aveuglé : Les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, Arles : Actes Sud, 2004.
- Laurence Louër, *Transnational Shia Politics : Religious and Political Networks in the Gulf*, Londres : Hurst, 2008.
- Marc Lynch, *Voices of the New Arab Public: Iraq, Al-Jazeera, and Middle East Politics Today*. New York : Columbia University Press, 2006.
- Marc Lynch, *The Arab Uprising. The Unfinished Revolutions of the New Middle East*, Washington : Public Affairs, 2013.
- Roger Owen, *State, Power and Politics in the Making of the Modern Middle East*, Londres : Routledge, 2004.
- Naomi Sakr, *Satellite Realms: Transnational Television, Globalization and the Middle East*, Londres : IB Tauris, 2003.
- Andrea Teti, « Bridging the Gap: IR, Middle East Studies and the Disciplinary Politics of the Area Studies Controversy », *European Journal of International Relations*, vol. 13, n°1, 2007, pp. 117-145.
- Morten Valbjorn, "Toward a 'Mesopotamian Turn' : Disciplinarity and the Study of International Relations of the Middle East", *Journal of Mediterranean Studies*, vol. 14, n°1, 2004, p. 47-75.